COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0, 50 F.

SAMEDI 29 OCTOBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

LA POLITIQUE D'AUSTERITE DU GOUVERNEMENT COMPROMET LA RENTREE UNIVERSITAIRE ANTILLES-GUYANE!

La rentrée universitaire n'a toujours pas lieu dans l'Académie des Antilles-Guyane. Le président du centre universitaire déclare ne pas pouvoir dans l'état actuel des choses assurer cette rentrée.

En effet, la dotation en postes budgétaires est nettement insuffisante : ainsi à l'UER de droit et de sciences économiques de Vizios (Pointe-à-Pitre) il n'y a que 8 postes pour 1200 étudiants.

En outre, pour assurer la totalité des heures de cours il faudrait environ 5000 heures complémentaires. Le secrétariat à l'université refuse de les accorder. Mieux, les heures complémentaires de l'an dernier ne sont toujours pas payées.

Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que cette situation dure. Le CUAG a toujours connu de grosses difficultés financières pour fonctionner. C'est à coup de déficit que nombre de travaux ont été financés. Le déficit budgétaire sur deux ans atteint maintenant 60 millions.

Le secrétariat aux universités faisant jusqu'à présent la sourde oreille à toutes les demandes qui lui ont été adressées, le président du centre universitaire des Antilles-Guyane a donc décidé de reporter sine die la rentrée.

Le gouvernement refuse d'accorder les moyens en argent, matériel et personnel. Quand il s'agit de la formation des jeunes, de la construction d'écoles, ou d'assurer un service public, ce gouvernement n'a jamais d'argent. En revanche il en trouve pour financer des dépenses de prestige, comme la sous-préfecture de Bas du Fort, ou le Concorde qui visiblement ne sera jamais une affaire rentable. Ou pour entretenir les forces militaires et de répression.

Les étudiants guadeloupéens et martiniquais sont forts mécontents et s'apprêtent à manifester publiquement leur mécontentement. Ils ont donc raison de se diriger dans cette voie, car c'est la seule susceptible de leur permettre de s'opposer efficacement à la politique d'austérité du gouvernement, et d'arracher les crédits nécessaires au fonctionnement du CUAG.

GUADELOUPE

à propos du congrès des villes jumelées

Le congrès international des villes jumelées se tiendra dans ces derniers jours d'octobre à Pointe-à-Pitre.

En cette occasion de nombreuses personnalités politiques se rendent en Guadeloupe : des ministres ou anciens ministres, des maires de villes étrangères. Mais viennent aussi des délégations de jeunes, d'artistes etc...

C'est aussi l'occasion d'un certain nombre de déclarations sur le sens de ces villes jumelées. La fédération mondiale des villes jumelées se donne en effet des objectifs pacifiques et veut contribuer au " rapprochement " entre les hommes de toutes nations.

Les partis de gauche et en particulier les partis communistes, participent activement à ce mouvement. C'est ainsi que Pointe-à-Pitre, ville communiste, est jumelée avec Saint-Louis du Sénégal et avec une ville d'URSS. Le PCG accorde une grande importance à ces jumelages et au mouvement qui les entoure.

S'il est vrai que la paix et le rap-

prochement entre les hommes sont des objectifs absolument louables, il ne nous semble pas possible de croire que l'on y parviendra par l'action d'organismes de ce genre. Quelle valeur ont les belles paroles qui pourront être prononcées dans ce congrès sur la Paix et l'avenir des hommes, en présence d'hommes politiques tels que les préfets, ministres et autres ? Des organismes tels que la FMVJ sont un pis aller utilisé par les PC pour donner d'eux l'image de partis qui dépassent le nationalisme pour se soucier du sort des hommes à l'échelle mondiale. Mais précisément ce sont les PC qui ont abandonné depuis longtemps toute politique efficace là où elle pouvait se mener à l'échelle mondiale. C'est à dire dans la classe ouvrière organisée à l'échelle mondiale.

Son sort, l'humanité ne le changera que par une lutte farouche organisée certes à l'échelle mondiale. Mais avec d'autres organismes que ces " congrès pour la paix " ou autres hochets de ce genre...

MARTINIQUE

LE FRONT NATIONAL POUR L'AUTONOMIE : un regroupement électoraliste de plus

C'est le 17 octobre qu'a été signé le manifeste du Front National pour l'Autonomie. Rappelons que le Front national pour l'autonomie existe depuis juillet 77 et a été créé à l'initiative du PCM.

Dans ce manifeste, rien de bien nouveau, les signataires se bornant à réaffirmer la nécessité de l'autonomie à la Martinique.

Cette autonomie est " une étape vers une société nouvelle édictant un socialisme répondant aux conditions de la Martinique ". On voit bien que ce n'est pas le souci de la précision qui étouffe les signataires du Front. En fait, tout est fait et dit de la manière la plus vague qui soit, comme si les signataires du Front avaient peur que les travailleurs les prennent au mot.

En effet, rien n'est dit sur les conditions permettant aux Martiniquais de " s'autodéterminer ". Aucune précision n'est donnée sur les moyens permettant de

sortir la Martinique du marasme dans lequel elle se trouve actuellement, sinon la promesse d'un programme de mesures pour plus tard.

En réalité, la constitution d'un FNM pour l'autonomie n'est rien d'autre qu'une des énièmes tentatives de la gauche de se présenter unie aux élections.

ACHETEZ LISEZ COMBAT OUVRIER

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. F. ZORR
Commission Paritaire : N°
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Rouéo du Journal : Pointe-à-Pitre

4^{ème} supplément au mensuel N° 80

LE COMPLÉMENT FAMILIAL :

UN CADEAU ÉLECTORAL À LA SAUCE COLONIALE

Depuis juillet, le gouvernement a décidé de remplacer les différentes allocations de la mère au foyer, salaire unique, frais de garde, etc... octroyées depuis 76 en France (mais non dans les DOM) par une allocation unique appelée le complément familial. Il vient maintenant de décider d'étendre l'attribution de ce complément familial aux DOM alors que jusqu'à présent ces diverses allocations n'y étaient pas perçues.

Avec cette mesure, les préoccupations électorales du gouvernement sont évidentes. Il s'agit de faire croire aux familles des DOM que la France de Giscard se préoccupe de leur bien-être, et cela ... à quelques mois des élections ! Autant dire que cette mesure sociale recouvre uniquement le souci de gagner quelques voix supplémentaires pour les partisans de "la mère-patrie".

Mais le gouvernement français reste un gouvernement colonialiste. S'il a voulu faire un "cadeau électoral" aux DOM, il n'est quand même pas allé jusqu'à établir la parité entre la France et les colonies. Ainsi, outre la disparité qui existe depuis longtemps entre la France et les DOM concernant le taux des allocations familiales, ce récent complément familial sera inférieur à ce qu'il est en France: 200 F dans les DOM contre 340 F en France. De plus, son attribution est soumise à des conditions plus sévères dans les DOM.

Mais qui nous fera croire que ces minables miettes sont un "cadeau" pour les familles de nos pays ? Ce n'est qu'un dû. Ce n'est qu'un des nombreux droits que ce gouvernement colonialiste nous vole, constamment, et qu'il essaie de faire passer pour un "cadeau" lorsqu'il nous en restitue une faible partie.

Afrique du Sud

Rien ne pourra arrêter la lutte des Noirs

Dans une de ses dernières allocutions le président Carter annonçait que son gouvernement avait décidé de mettre l'embargo sur toutes les armes à destination de l'Afrique du Sud.

Mais ce n'est que pure hypocrisie de la part du gouvernement américain, car au moment même où Carter fait de telles déclarations, une vague de répression s'abat sur les militants noirs les plus connus et leurs principales organisations. Et cela très certainement avec la bienveillante complicité des Etats-Unis, qui s'ils le voulaient, pourraient à coup sûr l'empêcher. Leur poids économique seul le leur permettrait. Mais les Etats-Unis préfèrent ne pas se mettre à dos les racistes de l'Afrique du Sud, et les laisser réprimer librement.

En effet, 70 militants viennent d'être arrêtés et personne ne sait quel sort leur sera réservé. Les deux plus importants journaux des organisations na-

tionalistes noirs, le *WORLD* et le *WEEK-END* sont également interdits.

Ce durcissement du gouvernement raciste de Vorster démontre une fois encore qu'il est très loin d'une certaine démocratisation que les Américains en particulier préconisaient afin d'éviter un embrasement de cette région.

La répression qui sévit en ce moment en Afrique du Sud remet donc en cause la politique américaine dans cette partie du monde.

Cependant Vorster a beau réprimer, emprisonner, torturer les militants noirs, il ne pourra plus contrecarrer leur détermination à se battre contre le racisme, l'apartheid et l'exploitation.

La révolte de Soweto a marqué le début de la lutte des Noirs sud-africains pour leur dignité et leur libération, plus rien ne pourra donc arrêter ce combat.

tre qu'il doit respecter la convention collective qu'il a lui-même signée, face à la pression ouvrière.

BÂTIMENT (Martinique)

A MADELEC, LES OUVRIERS DISENT

NON A L'ARBITRAIRE !

M. Madkaud, patron de MADELEC, entreprise d'électricité en Bâtiment, a tout bonnement décidé qu'il n'appliquerait plus la convention collective du Bâtiment à laquelle il se soumet d'habitude.

Les ouvriers, eux, ne l'entendaient pas de cette oreille, car ils savaient que ce qui gêne M. Madkaud, c'est d'avoir à payer aux ouvriers des primes de panier, dès que l'on travaille hors de Fort-de-France, Schoelcher et Lamentin.

Les ouvriers ont donc contraint Madkaud à une confrontation devant l'inspection du travail, et là, ce monsieur a dû admet-

MARTINIQUE

Coup de colère des agents de la Caisse d'Allocations familiales

Les 270 agents de la C.A.F. ont arrêté le travail le jeudi 20 octobre pour mettre fin à une situation qui régnait dans le service de l'agence comptable depuis quelques jours.

Tout a commencé quand l'agent comptable décida de sanctionner un agent contrôleur qui avait refusé de porter

GUADELOUPE

QUAND LE P.C.G.

PARLE DE LA POLICE

"L'Etincelle du 15 octobre dévoile l'existence d'un trou de 60.000 F dans le budget de fonctionnement de la police pointoise.

Le journal du Parti Communiste dénonce à ce propos, toute une série de pratiques qui seraient en vigueur au commissariat de Pointe-à-Pitre et qui s'apparentent plus à l'escroquerie et au racket qu'à la soi-disant défense de la loi et de l'ordre : "fausses factures, primes d'enquêtes et de surveillances non prouvées, paiements d'allocations pour enfants âgés de plus de vingt ans, argent qui serait viré en France, remise de monnaie sur des bons d'essence", etc...

Tous ces faits sont, il est vrai, scandaleux ! Et le silence observé par FR3 et par France-Antilles sur les révélations de "L'Etincelle" constitue lui aussi un scandale !

Mais s'il est juste de dénoncer de tels agissements, il faut bien voir qu'ils se situent dans la logique même du système capitaliste. C'est la classe possédante qui crée, recrute et prodigue mille et une gâteries, à ce corps spécial qu'est la police, organisme placé au-dessus de la société et incontrôlable par elle.

Rappeler cela, ce n'est pas la voie que choisit "L'Etincelle". Le journal du Parti poursuit en se lamentant de ce que certains policiers (subalternes) "sont contraints d'acheter eux-mêmes les rubans pour les machines à écrire" et que, comble de l'inadmissible, "le matériel d'une manière générale manque pour l'organisation du travail des policiers".

Alors nous voudrions quand même rappeler aux journalistes de "L'Etincelle" que ce "travail" des policiers, pour la défense duquel ils partent en bataille, c'est avant tout et surtout la répression des couches ouvrières et de tous les prolétaires.

Précisément en cette période où hebdomadairement, sous la plume de Pierre-Justin, le P.C.G. donne un petit coup de chapeau à la révolution russe d'octobre 1917, il est bon de rappeler que quelques mois avant Octobre, Lénine rédigeait à l'intention des travailleurs du monde entier "L'Etat et la Révolution". Dans ce livre, Lénine s'attachait à expliquer après Marx et Engels, que l'Etat c'est avant tout l'armée et la police, "une bande d'hommes armés", que les travailleurs devront désarmer pour construire leur propre Etat.

Mais le P.C.G. juge peut-être que Marx, Engels et Lénine n'étaient que des "donneurs de leçons"...

(suite au prochain numéro)

des fiches d'un service à l'autre.

Vexé de n'avoir pas vu son ordre exécuté par l'agent contrôleur qui estima à juste titre que cette tâche ne relevait pas de ses attributions, l'agent comptable décida de mettre fin à sa délégation et de l'exclure de son service. Cela, le personnel de la C.A.F. ne l'a pas admis, et immédiatement décréta la grève jusqu'à la levée de la sanction.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas si le mouvement de grève se poursuit ou pas. Nous en informerons nos lecteurs dans nos prochaines publications.